



Conseil économique et social

Distr. générale
18 novembre 2014

Français
Original: anglais

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Réunion intergouvernementale pour l'Asie et le Pacifique sur le VIH et le sida

Bangkok, 28-30 janvier 2015

Point 6 de l'ordre du jour provisoire *

Examen du financement des mesures nationales de lutte contre le VIH et le sida

Examen du financement des mesures nationales de lutte contre le VIH et le sida dans la région Asie-Pacifique

Note du secrétariat

Résumé

Les gouvernements de l'Asie et du Pacifique ont agi avec détermination pour mettre en œuvre le concept de responsabilité partagée en accroissant la part des dépenses nationales dans les dépenses totales consacrées aux activités liées au VIH. Depuis 2005, les dépenses publiques intérieures consacrées à ces activités ont régulièrement augmenté: elles sont passées de 400 millions de dollars des États-Unis en 2005 à 1,3 milliard de dollars des États-Unis en 2012, soit 59 % de l'ensemble des dépenses engagées pour la lutte contre le sida. Toutefois, les besoins ne cessent d'excéder les ressources disponibles. Il est donc impératif de veiller à ce que les mesures de lutte contre le sida soient financées de manière durable, par une allocation efficace de ressources supplémentaires dans les domaines susceptibles d'avoir le maximum d'impact. Cependant, en règle générale, la région n'affecte pas en priorité ses ressources là où se concentre l'épidémie, à savoir pour la prévention du VIH au sein des groupes à haut risque et dans les zones géographiques où l'épidémie est particulièrement étendue. De plus, dans de nombreux pays, le coût de l'administration des programmes est plus élevé que la moyenne. Ces problèmes compromettent l'efficacité des dépenses consacrées aux activités liées au VIH.

Les principales difficultés rencontrées pour assurer un financement durable des mesures de lutte contre le sida consistent notamment à devoir stimuler la volonté politique pour prendre en compte efficacement les groupes à haut risque de manière appropriée; à prévoir à l'échelon national un volant budgétaire pour les programmes relatifs au VIH et au sida; à remédier à l'inefficacité des choix budgétaires de façon à maximiser leur impact; à faire en sorte que les médicaments antirétroviraux existants et nouveaux soient accessibles et disponibles; et à devoir accroître la contribution du secteur privé.

Le présent document relève un certain nombre de mesures et de solutions politiques prioritaires à adopter aux niveaux national et régional, notamment l'établissement de cadres d'investissement et de plans de viabilité relatifs au VIH fondés sur des données probantes, ainsi que des mesures pour assurer un accès peu coûteux aux médicaments essentiels.

Les délégations pourront faire part de l'action menée par leur pays pour garantir à l'échelon national le financement adéquat et durable des mesures de lutte contre le sida, et indiquer au secrétariat comment la coopération régionale pourrait contribuer à doter la région Asie-Pacifique d'une stratégie de financement durable pour une action efficace contre le sida.

* E/ESCAP/HIV/IGM.2/L.1.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Situation actuelle et tendances du financement de l'action contre le sida dans la région	3
III. Projections concernant l'épidémie et estimation des ressources nécessaires pour atteindre les objectifs fixés	11
IV. Problèmes rencontrés pour financer durablement les mesures de lutte contre le sida dans la région de la CESAP	11
V. Principales actions et mesures de politique générale nécessaires pour assurer le financement durable de la lutte contre le sida au-delà de 2015	14
 Tableaux	
1. Répartition des dépenses pour la lutte contre le sida par catégorie de dépenses, dans certains pays de la région Asie-Pacifique	7
2. Prévalence du VIH et dépenses relatives à la prévention parmi les consommateurs de drogues injectables dans certains pays d'Asie	8
3. Prévalence du VIH et dépenses relatives à la prévention parmi les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes	9
 Figures	
1. Ressources financières disponibles pour la lutte contre le sida dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de l'Asie et du Pacifique, 2005-2012	4
2. Dépenses consacrées aux activités liées au VIH au moyen de ressources nationales, dans certains pays de la région Asie-Pacifique	5
3. Répartition des dépenses relatives au sida par catégorie de dépenses en Asie et dans le Pacifique	6
4. Dépenses de prévention en faveur des groupes les plus exposés au VIH en Asie et dans le Pacifique	10

I. Introduction

1. C'est dans la région Asie-Pacifique qu'ont été obtenus certains des meilleurs résultats dans la lutte contre le sida. Les taux d'infection à VIH ont considérablement baissé dans de nombreux pays de la région et de plus en plus de personnes ont accès aux médicaments qui pourraient les sauver. Beaucoup de pays de la région ont pris l'initiative et l'engagement de lutter contre la stigmatisation et la discrimination auxquelles sont confrontés les groupes à haut risque d'exposition au VIH en faisant participer la population à la mise en œuvre des programmes axés sur les besoins de ces groupes à haut risque¹.

2. Cet engagement s'est accompagné par d'importantes augmentations du financement national de la lutte contre le sida, signe de la volonté particulière affirmée par les pays de la CESAP de renforcer la viabilité financière des mesures mises en œuvre et d'allouer une part accrue de ressources intérieures conformément aux priorités nationales arrêtées en matière de lutte contre le VIH et le sida, dont témoigne l'adoption en 2011 de la résolution 67/9 de la Commission. Cet engagement des pays à accroître leur financement pour la lutte contre le sida au niveau national a également été exprimé au niveau mondial plus tard dans l'année dans la Déclaration politique sur le VIH et le sida: intensifier nos efforts pour éliminer le VIH et le sida².

3. Il existe toutefois de nombreux sujets d'inquiétude: dans certains pays, de nouvelles épidémies d'infection à VIH sont apparues dans des zones géographiques déterminées et au sein des groupes à haut risque. Moins de la moitié des personnes pouvant bénéficier d'un traitement sont soignées et traitées, et la stigmatisation et la discrimination ainsi que des obstacles juridiques et politiques continuent d'entraver la lutte contre le sida dans la région. Les besoins dépassent toujours les ressources disponibles. Il est donc impératif de veiller à ce que l'action contre le sida soit financée de manière durable, par une affectation efficace de ressources supplémentaires dans les domaines susceptibles d'avoir le maximum d'impact.

4. Le présent document passe en revue la situation actuelle et les tendances du financement de l'action contre le sida dans la région, en tenant compte des projections relatives à l'évolution de l'épidémie afin d'estimer les ressources nécessaires pour atteindre les objectifs énoncés dans la Déclaration politique sur le VIH et le sida adoptée en 2011. Il relève également les principaux obstacles à un financement durable de la lutte contre le sida, et mentionne certaines des mesures et réponses politiques adoptées en vue d'assurer ce financement durable pour la période postérieure à 2015.

II. Situation actuelle et tendances du financement de l'action contre le sida dans la région

A. Tendances du financement aux niveaux national et international

5. On a enregistré d'excellents résultats dans le financement de la lutte contre le sida. En l'espace d'un peu plus de dix ans, le financement de l'action contre le sida dans le monde a augmenté de manière exponentielle

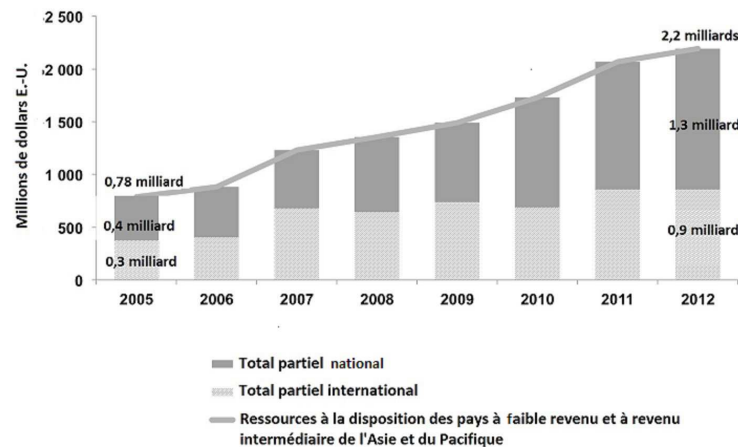
¹ Il s'agit des groupes à haut risque d'exposition (tant pour la dynamique de l'épidémie et que pour les mesures de lutte engagées).

² Résolution 65/277 de l'Assemblée générale.

pour atteindre son niveau maximum en 2012 avec 19 milliards de dollars. La tendance mondiale se confirme en Asie et dans le Pacifique, où le montant estimé des dépenses pour la lutte contre le VIH au niveau régional est passé de 700 millions de dollars des États-Unis en 2005 à 2,2 milliards de dollars des États-Unis en 2012, soit trois fois plus (voir la figure 1).

Figure 1

Ressources financières disponibles pour la lutte contre le sida dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de l'Asie et du Pacifique, 2005-2012

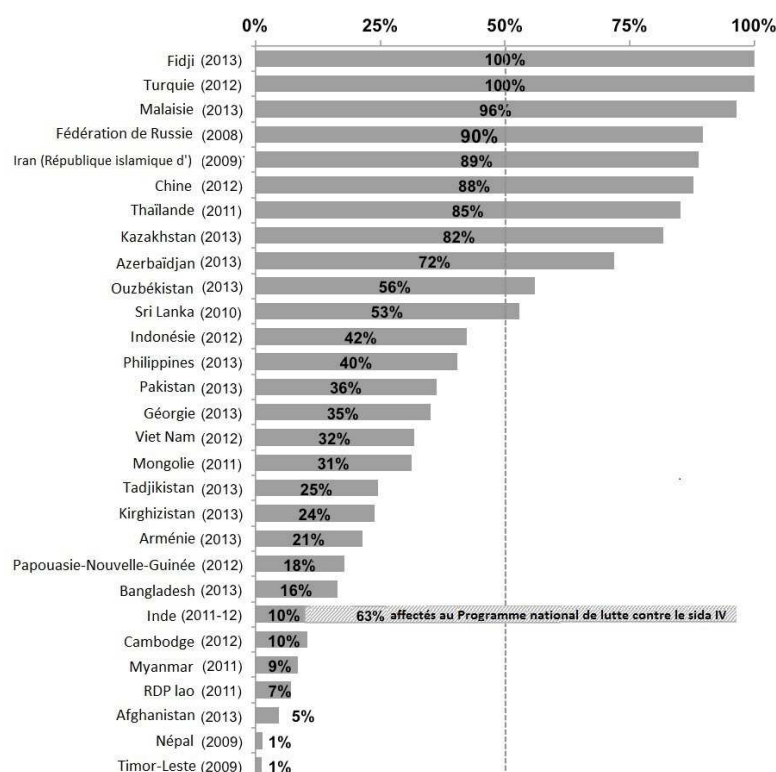


Source: Estimation de l'ONUSIDA de 2012, *Rapport mondial: Rapport ONUSIDA sur l'épidémie mondiale de sida 2013* (Genève, Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, 2013).

6. Le financement international des activités liées au VIH a été et continue d'être essentiel pour amorcer le financement des programmes concernant le VIH. Dans les premières années, l'offre de fonds catalytiques par les principaux partenaires de développement a permis de stimuler l'action contre le sida. Par la suite, l'accroissement du financement national de la lutte contre le VIH s'est révélé fondamental pour assurer la viabilité des programmes et la prise en charge de cette lutte par les pays. Au fil du temps, la communauté mondiale a fait de la lutte contre le sida une « responsabilité partagée », qui repose sur l'engagement de tous les pays et de tous les secteurs, en fonction de leurs capacités propres. Cela implique entre autres une augmentation des dépenses nationales pour mieux compléter les ressources extérieures. En opérant dans ce sens, on pourra rendre plus viables et plus efficaces les financements et les dépenses pour la lutte contre le VIH et le sida. À l'issue d'actions de sensibilisation intenses et ciblées menées au cours de la décennie écoulée – en préconisant notamment le partage de responsabilité comme mécanisme à utiliser pour atteindre les objectifs fixés et tenir les engagements pris dans la Déclaration politique de 2011 sur le VIH et le sida –, la communauté internationale négocie à présent de nouveaux accords de partenariat fondés sur la responsabilité partagée, y compris dans le cadre du débat actuel sur le programme de développement pour l'après-2015.

Figure 2

Dépenses consacrées aux activités liées au VIH au moyen de ressources nationales, dans certains pays de la région Asie-Pacifique



Source: Base de données établie pour le Rapport d'activité sur la riposte au sida dans le monde par le Centre de données sur le VIH et le sida pour l'Asie et le Pacifique (www.aidsdatahub.org).

Note: Les pourcentages correspondent à la dernière année pour laquelle des données sont disponibles.

7. Les gouvernements de l'Asie et du Pacifique ont agi avec détermination pour mettre en œuvre le concept de responsabilité partagée en accroissant la part des dépenses nationales dans l'ensemble des dépenses consacrées à la lutte contre le VIH. Depuis 2005, les dépenses publiques nationales ont régulièrement augmenté: elles sont passées de 400 millions de dollars des États-Unis en 2005 à 1,3 milliard de dollars des États-Unis en 2012, soit 59 % de l'ensemble des dépenses affectées à la lutte contre le sida, alors que la moyenne mondiale est de 53 %. Trois des 10 pays les plus fortement touchés par le VIH – la Chine, la Malaisie et la Thaïlande – financent eux-mêmes l'essentiel de leur action contre le sida. L'Inde s'est engagée à financer plus de 60 % de son action par des ressources nationales à compter de 2014, conformément à son Programme national de lutte contre le sida IV(voir la figure 2 ci-dessus).

8. Alors que de nombreux pays se sont tournés vers les sources nationales de financement, certains, parmi lesquels des pays les moins avancés (PMA), continueront d'avoir besoin d'un appui international. Ainsi, des PMA comme l'Afghanistan, le Cambodge, le Myanmar, le Népal, la République démocratique populaire lao et le Timor-Leste sont peu susceptibles de financer avant tout leur action contre le sida au moyen de ressources intérieures sans compromettre gravement le reste de leurs priorités de dépense en matière de santé.

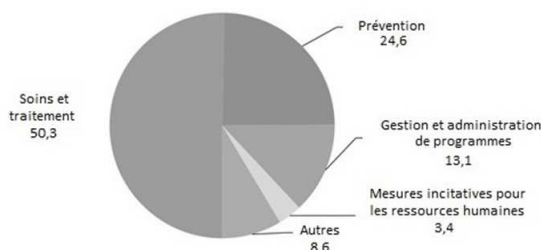
B. Répartition des dépenses par type de programme: prévention, traitement et environnement favorable

9. Les États membres ont fourni des informations sur leurs dépenses relatives au sida pour le *Rapport d'activité 2014 sur la riposte au sida dans le monde*³, établi dans le cadre du suivi de la Déclaration politique de 2011 sur le VIH et le sida sous les rubriques suivantes: a) prévention, y compris la prévention au sein des groupes à haut risque; b) soins et traitement; c) gestion et administration des programmes; d) mesures incitatives pour les ressources humaines, y compris en matière de formation; et e) questions diverses, qui recouvrent les dépenses en faveur des orphelins et des enfants vulnérables, la protection sociale et les services sociaux, les environnements propices et la recherche.

10. D'une manière générale, l'analyse des données fournies par 34 pays de la région⁴ pour l'année 2013 et portant sur leurs dépenses totales en matière de lutte contre le sida permet de conclure qu'ils ont consacré en moyenne 50,3 % d'entre elles aux soins et au traitement; 24,6 % à la prévention; 3,4 % aux mesures incitatives pour les ressources humaines; 13,1 % à la gestion et à l'administration de programmes; et 8,6 % à des questions diverses (voir la figure 3).

Figure 3

Répartition des dépenses relatives au sida par catégorie de dépenses en Asie et dans le Pacifique



Source: Base de données établie pour le Rapport d'activité sur la riposte au sida dans le monde par le Centre de données sur le VIH et le sida pour l'Asie et le Pacifique (www.aidsdatahub.org).

Note: Les pourcentages correspondent à la dernière année pour laquelle des données sont disponibles.

11. Toutefois, la ventilation des dépenses varie considérablement d'un pays à l'autre. Ainsi, certains pays consacrent l'essentiel de leurs dépenses aux soins et au traitement, comme la Malaisie et la Thaïlande avec respectivement 70 % et 75 %. D'autres pays affectent une plus grande part de leurs dépenses à la prévention, comme Sri Lanka avec 76 % et le Bangladesh avec 58 %. Cependant, dans certains pays où les dépenses pour le traitement

³ Disponible à l'adresse suivante: www.unaids.org/sites/default/files/sub_landing/files/GARPR_2014_guidelines_fr.pdf.

⁴ Les 34 États membres de la CESAP qui ont fourni des informations pour le *Rapport d'activité sur la riposte au sida dans le monde 2013* sont les suivants: Arménie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Cambodge, Fidji, Géorgie, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Japon, Kazakhstan, Kiribati, Malaisie, Micronésie (États fédérés de), Myanmar, Nauru, Népal, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Pakistan, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Singapour, Sri Lanka, Tadjikistan, Thaïlande, Tonga, Turquie, Tuvalu, Vanuatu et Viet Nam.

ont augmenté considérablement, l'affectation de fonds pour la prévention n'a souvent pas progressé au même rythme, et a parfois baissé.

Tableau 1

Répartition des dépenses pour la lutte contre le sida par catégorie de dépenses, dans certains pays de la région Asie-Pacifique

Pays	Année	Prévention (%)	Soins et traitement (%)	Gestion et administration de programmes (%)	Mesures incitatives pour les ressources humaines (%)	Autres (%)
Afghanistan	2012	51	2	40	4	3
Arménie	2012	46	25	22	2	4
Azerbaïdjan	2011	43	33	18	4	2
Bangladesh	2012	58	6	22	8	6
Cambodge	2012	25	29	32	2	12
Fédération de Russie	2008	23	58	6	2	11
Fidji	2012	26	17	43	7	7
Géorgie	2012	40	40	8	2	10
Îles Salomon	2011	56	-	33	0	12
Indonésie	2010	30	35	19	5	12
Kazakhstan	2012	25	20	53	1	0
Kirghizistan	2012	52	4	24	13	7
Malaisie	2012	12	70	15	1	2
Micronésie (États fédérés de)	2012	36	6	52	6	0
Mongolie	2011	36	10	24	24	6
Myanmar	2011	44	45	7	1	3
Népal	2009	53	6	27	1	12
Ouzbékistan	2012	38	28	16	13	6
Pakistan	2010	44	6	38	4	9
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2010	21	11	57	6	4
Philippines	2011	44	12	35	1	7
République démocratique populaire lao	2011	52	18	11	16	3
République populaire démocratique de Corée	2011	9	-	21	68	3
Samoa	2011	10	4	82	5	0
Sri Lanka	2010	76	6	3	10	5
Tadjikistan	2011	36	9	27	26	2
Thaïlande	2011	11	75	3	2	8
Timor-Leste	2009	20	3	65	-	12
Tonga	2009	7	37	11	33	11
Tuvalu	2011	9	5	60	25	0
Vanuatu	2012	3	2	29	60	6
Viet Nam	2010	34	24	30	8	5

Source: Base de données établie pour le Rapport d'activité sur la riposte au sida dans le monde par le Centre de données sur le VIH et le sida pour l'Asie et le Pacifique (www.aidsdatahub.org).

Note: Les pourcentages correspondent à la dernière année pour laquelle des données sont disponibles.

12. Certains pays de la sous-région de l'Asie du Nord et de l'Asie centrale et de la sous-région du Pacifique consacrent une part plus importante de leurs dépenses à la gestion et à l'administration de programmes, huit d'entre eux affectant plus de 40 % de leur budget total à ce titre. Dans toute la région Asie-Pacifique, il devrait être possible de réduire cette catégorie de dépenses par des économies accrues et un surcroît d'efficacité.

13. Il se peut également que les différences dans la répartition des dépenses s'expliquent par le souci de trouver la ventilation optimale en fonction de la nature de l'épidémie dans les divers pays. Ainsi, les pays où la prévalence est élevée pourraient très bien dépenser plus pour le traitement que les pays où elle est faible, lesquels devraient consacrer davantage de dépenses pour la prévention. Toutefois, la répartition des dépenses montre que les fonds ne sont pas destinés à satisfaire en priorité les besoins des groupes à haut risque.

Tableau 2

Prévalence du VIH et dépenses relatives à la prévention parmi les consommateurs de drogues injectables dans certains pays d'Asie

Pays	Prévalence du VIH parmi les consommateurs de drogues injectables (pourcentage)	Dépenses relatives à la prévention parmi les consommateurs de drogues injectables par rapport aux dépenses totales en matière de prévention (pourcentage)
Indonésie	36	10
Cambodge	24	5
Népal	21	16

Source: Base de données établie pour le Rapport d'activité sur la riposte au sida dans le monde par le Centre de données sur le VIH et le sida pour l'Asie et le Pacifique (www.aidsdatahub.org).

Note: Les pourcentages correspondent à la dernière année pour laquelle des

预览已结束，完整报告链接和二维码如下：

https://www.yunbaogao.cn/report/index/report?reportId=5_4644

